

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 13/05/2008  
Publication 30/05/2008

Pour le Président du Conseil Général  
par délégation



**D**épartement de la Solidarité  
Service de la Sécurité  
des Établissements Sociaux

Stéphane L. [Signature]  
Le Chef de Service

Colmar, le 13 MAI 2008

**ARRETE 2008 00246 DSOL**

du

**portant fixation du prix de journée hébergement 2008 de la Maison de Retraite  
Spécialisée de l'APAEI du Sundgau à DANNEMARIE**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et  
notamment l'article 45 ;

**VU** les propositions de l'établissement ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1er :**

Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison de Retraite Spécialisée de l'APAEI du Sundgau à Dannemarie sont autorisées comme suit :

Dépenses :	
Groupe I :	49 019,00 €
Groupe II :	230 623,00 €
Groupe III :	72 702,00 €
Total dépenses :	352 344,00 €
Recettes :	
Groupe I :	325 818,07 €
Groupe II :	0,00 €
Groupe III :	8 525,93 €
Excédent budgétaire reporté	18 000,00 €
Total recettes :	352 344,00 €

### **ARTICLE 2 :**

Le Prix de Journée applicable à la Maison de Retraite Spécialisée de l'APAEI du Sundgau à Dannemarie est fixé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 à :

142,90 €

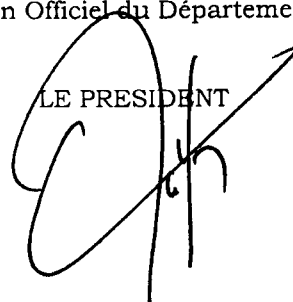
Le tarif afférent à la réservation correspond au prix de journée hébergement ci-dessus mentionné diminué du forfait journalier hospitalier en vigueur.

### **ARTICLE 3 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter soit de sa publication ou de sa notification, soit du rejet du recours gracieux, soit en l'absence de réponse pendant deux mois au recours gracieux

### **ARTICLE 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de la Solidarité sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

LE PRESIDENT  
  
Charles BUTTNER